

Le discours de Mr Marcourt, président du Parlement Wallon.

« Mesdames et messieurs, c'est pour moi un honneur de vous recevoir aujourd'hui. Dans mon dos, vous avez la plaque commémorative qui a été posée il y a quelques années.

La journée de la lutte contre la misère ne devrait pas exister. En effet, comment une société, spécialement dans nos sociétés occidentales, peut-on accepter qu'une partie importante de notre population vit d'une part dans la précarité et d'autre part dans la misère ?

Vous avez choisi le thème de la déshumanisation dans notre société. Nous devons reconnaître, qu'après les 30 glorieuses, où la réduction des inégalités a existé, nous sommes dans une société de plus en plus duale, avec ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. Et cette société duale se fracture de plus en plus. Et pour ceux qui malheureusement, vivent dans la pauvreté, voire dans la misère, les conditions pour en sortir paraissent de plus en plus difficiles. Vous êtes ici, chez vous, dans le parlement de Wallonie et le gouvernement, ce n'est pas mon rôle, mais dans sa déclaration de politique générale, a mis la lutte contre la pauvreté et la précarité, au cœur de son action.

Nous venons de vivre deux événements successifs dans notre région. D'abord la pandémie qui a frappé plus que d'autres, des gens qui vivent dans la précarité et puis les inondations. Je viens d'une région qui a été frottement touchée par les inondations, et nous savons que 80% de la population qui a été impactée est une population à plus faible revenus, et parfois, sans revenus du tout et que les conditions dans lesquelles elle doit vivre après les inondations, cette population le vit encore plus durement.

Nous sommes dans une société de technologie et la déshumanisation de cette fracture est encore active. Je voudrais ne pas être trop long, dire à quel point l'école doit être les lieux de la réduction de ces inégalités or elle ne l'est pas. Comment sortir de ce cycle infernal de reproduction génération après génération de ces inégalités ?

C'est, je crois, le rôle premier de l'école. C'est au travers de l'école, de sa gratuité, de sa capacité à émanciper chacun d'entre nous pour lui donner demain, la chance de devenir un adulte critique et responsable de sa vie et qu'il puisse s'épanouir. Cette obligation ne doit pas faire en sorte que notre société, les pouvoirs publics se doivent comme premier éléments, d'éradiquer la misère de notre société. Nous ne pouvons pas accepter, une partie, comme je l'ai dit de la population qui vit sous le seuil de pauvreté et c'est un des combats que nous devons collectivement mener tous ensemble. Je voudrais dire ici, que lorsque l'on parle de ce cercle état social actif c'est faire reposer sur cette personne, elle-même en difficulté, la responsabilité de son état.

Nous avons tous une part de responsabilité dans notre vie, c'est évident. Mais faire poser la responsabilité sur la personne qui elle-même vis dans la précarité est, pour moi, inacceptable. Et nous devons collectivement continuer ce combat.

Je l'ai dit, c'est un honneur de vous recevoir, même si, dans une société démocratique, avoir une partie de la population ne pouvant pas exercer ses droits parce qu'elle vit sous le seuil de pauvreté, est inacceptable et c'est pour ça qu'au nom de l'ensemble des députés, de l'ensemble de ce parlement, je tenais à prononcer ces quelques mots et vous accueillir en ce jour qui doit plus que jamais réveiller les consciences. »